



PROJET

Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM)

dans le cadre de la mise en œuvre du décret n° 2019-457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale pour la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des SAAD.

Entre

Le Département de la Drôme, sis au 26 Avenue du Président Herriot, représenté par Madame Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental de la Drôme, dûment habilitée à signer le présent contrat et ses avenants par décision de la commission permanente en date du 3 février 2020 ;

Le service d'aide et d'accompagnement à domicile Aide à la Vie des Isolés (A.V.I.) géré par [...], dont le siège social est situé [...], et représenté par [...], ci-après dénommé « le service prestataire »

et

Le service d'aide et d'accompagnement à domicile Association Vivre A Domicile (AVAD) géré par [...], dont le siège social est situé [...], et représenté par [...], ci-après dénommé « le service prestataire ».

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020



ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_11-DE

Table des matières

Préambule.....	6
Article 1 : Périmètre et objet du contrat.....	8
Article 2 : Présentation de la politique départementale d'aide à domicile.....	9
Article 3 : Présentation des services prestataires.....	9
Article 4 : Les engagements des services prestataires.....	11
I - Objectifs généraux relatifs à l'intervention	11
II - Objectifs d'intervention financés dans le cadre d'une modulation positive.....	12
III - Objectifs relatifs au pilotage de l'activité.....	13
IV - Objectifs relatifs aux actions de prévention soutenues par la CFPPA26.....	13
V - Objectifs relatifs aux actions de modernisation et de professionnalisation soutenues par le Département et la CNSA (Convention CNSA Section IV).....	13
Article 5 : Les engagements du Département.....	14
Il est précisé que les crédits sont alloués uniquement sur la durée du CPOM, soit pour 2 ans, et qu'en conséquence il convient de les utiliser de manière vigilante pour des charges de fonctionnement non pérennes.....	14
I - Engagements financiers.....	14
Un tarif de référence valorisant les objectifs généraux d'intervention.....	14
Une dotation complémentaire ou modulation positive.....	14
Subvention exceptionnelle à la fusion.....	16
Actions de prévention soutenues par la CFPPA26 (Conférence des Financeurs pour la Prévention de la Perte d'Autonomie de la Drôme).....	16
Actions de modernisation et de professionnalisation soutenues par le Département et la CNSA (Convention CNSA Section IV).....	17
II - Engagements concernant la mise en œuvre des plans d'aide.....	17
Article 6 : Documents budgétaires et modalités du dialogue de gestion.....	17
I - Modalités du dialogue de gestion.....	17
II - Contrôle et mise à disposition des informations.....	18
Article 7 : Informatiques et libertés.....	19
Article 8 : Durée du CPOM.....	19
Article 9 : Résiliation et dénonciation du contrat.....	20
Article 10 : Litiges.....	20
ANNEXES :	20

Textes de référence :

Européens

- Vu le traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne: l'article 14 qui reconnaît notamment la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union européenne ainsi que le rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union ;
- Vu le traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne : l'article 106 qui précise que les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général sont soumises notamment aux règles de concurrence dans la limite où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie ;
- Vu la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, notamment l'article 36 qui reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et les pratiques nationales ;
- Vu la décision de la Commission européenne 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu la directive n° 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur ;
- Vu l'arrêt « Altmark » de la Cour de Justice des Communautés européennes 280/00 du 24 juillet 2003 ;
- Vu l'arrêt « BUPA » du Tribunal de Première Instance de la Cour de justice des Communautés européennes 289/03 du 12 février 2008 ;
- Vu l'article 28 du règlement n° 2016/679 dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ;

Nationaux

- Vu l'article 72 de la Constitution relatif au statut et aux compétences des collectivités territoriales ;
- Vu le Code Général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3214-1 ;
- Vu les articles 226-5, 226-13 et 226-17 du Code Pénal ;
- Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

- Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, notamment ses articles 46 et 47 ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 313-11, L. 313-11-1, L. 313-1-2, L.313-1-3, L. 313-8 à L. 313-9, L. 314-6, L. 347-1, D. 312-6 à D. 312-6-2, R.314-39 à R.314-43-1, R. 314-105, R.314-130 à R. 314-136 ;
- Vu le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le décret n° 2017-705 du 2 mai 2017 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article, L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le décret n° 2019-457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;
- Vu l'instruction DGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat d'objectifs et de moyens (CPOM) prévu au IV ter de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et à l'articulation avec le CPOM prévue à l'article L.313-12-2 du même code, notamment son annexe 4 ;
- Vu les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de la Haute Autorité de Santé relatives aux services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

Départementaux

- Vu le schéma départemental « Parcours Solidarités : le Département accompagne les Drômois » définissant les orientations politiques et stratégiques en matière d'offre sociale et médico-sociale ;
- Vu le schéma régional de santé prévu à l'article L. 1434-2 du code de la santé publique ;
- Vu l'arrêté d'autorisation de fonctionner du SAAD AVI n° 05-236 en date du 5 août 2005 ;

- Vu l'arrêté de tarification n° 19_DS_0267 du 29 mai 2019 portant sur le tarif horaire du service prestataire AVI ;
- Vu l'arrêté d'autorisation de fonctionner du SAAD ADES - ad n° 05-237 du 5 août 2005 ;
- Vu l'arrêté 15_DS_0196 en date du 26 août 2015 portant transfert de l'autorisation initialement accordée à ADES - ad au profit de l'Association Vivre A Domicile (AVAD) ;
- Vu l'arrêté de tarification n° 19_DS_0109 en date du 21 mars 2019 portant sur le tarif horaire du service prestataire AVAD ;
- Vu la délibération du Conseil départemental 1S2-01 du 18 novembre 2019 approuvant le tarif de référence à 21 € ;
- Vu l'arrêté 19_DS_0410 en date du 16 décembre 2019 fixant le tarif de référence départemental pour les plans d'aide APA et PCH à 21 € à compter du 1^{er} avril 2020 applicable aux services prestataires signataires du présent CPOM ;
- Vu la délibération du Conseil départemental en date du 3 février 2020 approuvant le CPOM et autorisant Madame la Présidente du Conseil Départemental à le signer ;
- Vu le règlement départemental d'aide sociale ;
- Vu la délibération du conseil d'administration de l'organisme gestionnaire d'AVI en date du xxxx autorisant la signature du présent CPOM ;
- Vu la délibération du conseil d'administration de l'organisme gestionnaire de l'AVAD en date du xxxx autorisant la signature du présent CPOM ;
- Vu l'avenant à la convention au titre de la section IV du budget de la CNSA pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile signé le 20 décembre 2020 ;
- Vu le programme coordonné de la Conférence des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de la Drôme.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le CPOM s'inscrit dans le cadre de travaux nationaux de refondation du financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile. Les travaux en cours devraient permettre de définir un nouveau modèle de financement dans l'objectif d'assurer l'accessibilité financière et géographique des services pour les bénéficiaires, de permettre une plus grande équité de traitement, de rendre l'offre plus lisible, d'assurer une meilleure transparence tarifaire et de mieux maîtriser le reste à charge pour les usagers.

A terme, le modèle rénové devrait reposer sur un tarif de référence national applicable à tous les SAAD et un complément de financement (appelé dotation complémentaire ou « modulation positive ») qui lui serait attribué en contrepartie d'engagements en matière de qualité d'accompagnement tels que le profil des personnes accompagnées, la couverture territoriale, la continuité de service, etc.

Une politique volontariste du Département de la Drôme

Les drômois souhaitent majoritairement vivre à domicile. Réaliser ce souhait est en grande partie conditionné par la possibilité de bénéficier de l'intervention, en nombre suffisant, de professionnels qualifiés.

Le Département contribue au financement de l'accompagnement quotidien à leur domicile de près de 9 700 personnes âgées et de 3 500 personnes handicapées, représentant 2 318 000 heures d'intervention réalisées par les SAAD en 2018. Les besoins d'accompagnement vont continuer de croître du fait du vieillissement de la population. D'ici 2030, le nombre de personnes en perte d'autonomie pourrait augmenter de 33% : près de 20 000 Drômois seraient alors concernés.

Conscient de ces enjeux, le Département s'est engagé, dans le cadre du schéma unique et transversal des solidarités « parcours solidarités » à :

- renforcer la qualité des services (en portant une attention particulièrement au développement d'actions de prévention) et adapter l'offre à l'évolution des besoins des personnes, assurer leur accessibilité financière,
- contribuer au renforcement de l'attractivité du secteur, à sa modernisation et à sa professionnalisation.

Conformément à ces orientations, le Département s'est porté volontaire pour expérimenter la préfiguration du nouveau modèle de financement des SAAD et a bénéficié à ce titre du versement de 941 127.06 euros de la CNSA.

Le Département souhaite par ailleurs renforcer significativement son intervention en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées vivant à domicile, en diminuant leur reste à charge. Pour ce faire, un **tarif de référence de 21€** sera appliqué aux bénéficiaires

de l'APA et de la PCH qui recourent aux SAAD retenus dans le cadre de la préfiguration.
Cet engagement représente un effort de **1 659 000 €** en 2020.

Le Département apporte son soutien aux différents services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) afin de les accompagner dans l'accomplissement de leurs missions et renforcer ainsi l'aide directe apportée aux personnes en perte d'autonomie.

Afin de renforcer la qualité de services aux usagers et la capacité des services à réaliser leurs missions, le Département de la Drôme et le service prestataire s'engagent sur des objectifs réciproques dans le cadre du présent CPOM (au sens de l'article L. 313-11-1 du code de l'action sociale et des familles). Ils inscrivent ainsi leur relation dans une démarche volontaire et conjointe de transparence et d'engagements réciproques, tant dans les actions entreprises, l'attribution et la gestion de moyens financiers, que dans l'évaluation des résultats atteints en fonction des objectifs définis en commun.

Cette démarche de contractualisation par CPOM doit permettre :

Pour le Département, de :

- disposer d'un outil de déclinaison des objectifs identifiés et priorisés dans le cadre du schéma unique et transversal des solidarités pour renforcer son pilotage territorial en matière de soutien à domicile des personnes en perte d'autonomie et mieux répondre à leurs besoins ;
- organiser et d'offrir aux usagers des réponses adaptées à leurs besoins et ce, sur tout le territoire départemental : développement de la prévention conduite par les SAAD, amélioration de la qualité du service en s'appuyant notamment sur la modernisation et la professionnalisation ;
- maîtriser et renforcer le pilotage des dépenses du Département (APA, PCH) / disposer d'un outil de régulation missions / moyens pour maîtriser les engagements financiers du Département ;
- disposer d'un levier privilégié pour insérer le service au sein du territoire dans une logique de construction de parcours d'accompagnement des publics avec des partenariats formalisés ;
- s'engager à porter une attention particulière à l'insertion professionnelle en lien avec la politique du Département.

Pour le service prestataire, de :

- adapter son offre de services et d'en assurer le caractère pérenne dès lors qu'elle répond aux besoins de la population et de conforter son positionnement sur le territoire ;
- disposer d'une souplesse de gestion avec davantage de visibilité sur son activité et ses financements dans une dynamique pluriannuelle ;

- disposer d'un vecteur de simplification et de suppression en matière de tarification pour les SAAD HAS ;
- encourager et développer la formation des professionnels pour améliorer la qualité du service rendu ;
- exercer des missions d'intérêt général et d'utilité sociale et les valoriser ;
- développer ou renforcer ses coopérations de manière formalisée avec d'autres SAAD et avec les autres acteurs sociaux et médico-sociaux du territoire.

Pour l'utilisateur, de bénéficier de :

- services accessibles financièrement sur tout le territoire départemental ;
- l'amélioration de la qualité de service rendu ;
- l'adaptation des interventions au plus près des besoins identifiés et la continuité du service.

Article 1 : Périmètre et objet du contrat

Le présent CPOM vise à définir les conditions de prise en charge financière du Département dans son périmètre de compétence : APA, PCH.

Le CPOM fixe les obligations respectives de chacun des signataires et les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs généraux et opérationnels retenus.

Il ne s'applique qu'aux activités financées par le Département au titre des aides individuelles de solidarité définies dans les plans d'aide individuels, à savoir :

- l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
- la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

Il encadre également la mise en œuvre administrative des projets portés par les SAAD qui entrent dans les dispositifs suivants :

- La Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de la Drôme (CFPPA26) ;
- La convention de modernisation et de professionnalisation des SAAD de la Drôme (Convention CNSA Section IV).

Article 2 : Présentation de la politique départementale d'aide à domicile

Le Département de la Drôme présente une population plus âgée que les moyennes nationales et régionales. Près de 28 % des Drômois sont âgés de 65 ans et plus. En ce qui concerne le Handicap, le nombre de bénéficiaires de l'AAH a évolué de 12 % depuis 2011. Les personnes de plus de 20 ans bénéficiaires de la PCH s'élèvent à 3 204 personnes en 2018.

Le Département fait le constat que l'offre de services est diversifiée mais inégalement répartie sur le territoire. Elle est principalement concentrée sur l'Ouest du Département (vallée du Rhône), les communautés d'agglomération de Montélimar et Valence-Romans rassemblant plus de la moitié des services.

La qualité des services rendus par les SAAD est un enjeu fort.

le Département souhaite :

- accompagner la professionnalisation et assurer la pérennité des SAAD ;
- adapter l'offre aux besoins de l'ensemble du territoire.

Le Département accompagne ainsi les services d'aide et d'accompagnement à domicile de la Drôme dans la modernisation et la professionnalisation par le biais d'une convention, signée avec la CNSA au titre de la section IV de son budget. Celle-ci permet le financement de projets en direction des SAAD autour des axes suivants :

- **Axe 1 : Structurer et moderniser le secteur de l'aide à domicile** (*Outils de gestion / télégestion / accompagnement certification / accompagnement individuel et collectif DLA, etc.*)
- **Axe 2 : Professionnaliser le secteur de l'aide à domicile** (*Enrichir les compétences des intervenants à domicile et du personnel encadrant / Prévenir les risques professionnels par la formation et la sensibilisation*)
- **Axe 3 : Soutenir les aidants familiaux** (*groupes de soutien, formations, etc.*).

Cette convention sera renouvelée fin 2020.

Par ailleurs, le Département encourage les SAAD à développer des actions en matière de prévention collective à destination des seniors, en leur apportant un soutien technique au portage de projets dans le cadre du programme coordonné de prévention de la CFPPA26.

Article 3 : Présentation des services prestataires

Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile AVI :

La présentation de l'activité du service prestataire ci-dessous permet d'identifier l'activité de référence à partir de laquelle les engagements du service prestataire pourront être négociés.

- **Chiffres-clés relatifs à l'activité**

	Nombre d'heures réalisées			Nombre de personnes suivies		
	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Activité APA réalisée						
Activité PCH réalisée						
TOTAL						

Activité réalisée en 2019	Situations complexes	Continuité de service		Zone géographique défavorisée
		Dimanche	Jours fériés	
Au titre de l'APA				
Au titre de la PCH				

Perspectives d'évolution de l'activité 2020 et 2021



Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile AVAD :

La présentation de l'activité du service prestataire ci-dessous permet d'identifier l'activité de référence à partir de laquelle les engagements du service prestataire pourront être négociés.

- **Chiffres-clés relatifs à l'activité**

	Nombre d'heures réalisées			Nombre de personnes suivies		
	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Activité APA réalisée						
Activité PCH réalisée						
TOTAL						

Activité réalisée en 2019	Situations complexes	Continuité de service		Zone géographique défavorisée
		Dimanche	Jours fériés	
Au titre de l'APA				
Au titre de la PCH				

Perspectives d'évolution de l'activité 2020 et 2021



Article 4 : Les engagements des services prestataires

Dans la continuité du rapprochement, puis du mandat de gestion entre l'AVAD et l'AVI, un processus de fusion doit être finalisé au 31/12/2020. Il conditionne les financements complémentaires décrits ci-dessous (subvention exceptionnelle et revalorisation des tarifs individualisés au-delà des taux départementaux).

I - Objectifs généraux relatifs à l'intervention

Afin de favoriser l'accès des usagers à une réponse de qualité et de proximité à leur domicile, les services prestataires s'engagent à :

- répondre aux objectifs et priorités définis avec le conseil départemental en termes de réponses aux besoins des personnes et d'amélioration de la qualité de l'accompagnement ;
- intervenir auprès de toute personne bénéficiaire de l'APA, de la PCH qui lui en fait la demande sur son territoire d'intervention autorisé ou, en cas d'impossibilité, e l'orienter vers une solution adaptée ;
- prendre attache avec le Département dans le cas d'une impossibilité de prendre en charge la totalité du plan d'aide nécessaire et / ou de continuer à intervenir de manière à ce qu'une solution adaptée puisse être trouvée pour le bénéficiaire (recours à un autre prestataire, ...) et éviter les ruptures d'accompagnement ;
- ne déclarer au Département que les heures effectives d'intervention auprès de l'usager à son domicile. Les heures non réalisées imputables à l'usager (délai de prévenance non respecté...) restent intégralement à sa charge comme doit le prévoir le contrat de prestation entre le service prestataire et la personne accompagnée ;

- fournir à l'utilisateur une facture détaillée et compréhensible qui fasse apparaître la participation du Département ;
- ne pas imposer de durée minimum d'intervention qui serait contraire à une réponse de qualité aux besoins de l'utilisateur. En contrepartie, le département s'engage à limiter les interventions inférieures à une heure ;
- participer aux actions de prévention de la perte d'autonomie prévues par les schémas départementaux et régionaux, dans le cadre de ses missions générales ainsi qu'en se positionnant le cas échéant en réponse aux appels à projets pouvant être passés dans le cadre des travaux de la CFPPA qui font l'objet de financements ad'hoc, en contrepartie le Département s'engage à associer le service prestataire ;
- s'engager sur les objectifs de professionnalisation, de qualification et de promotion professionnelle ;
- mettre en œuvre des actions de prévention de la maltraitance et de promotion de la bientraitance ;
- concourir à la bonne coordination de ses interventions avec celles réalisées le cas échéant par les autres organismes à caractère social, médico-social ou sanitaire ;

Les engagements contractualisés avec les services prestataires sont détaillés en annexe 1 du présent CPOM.

II - Objectifs d'intervention financés dans le cadre d'une modulation positive

Dans le cadre de la modulation positive, les services prestataires s'engagent à intervenir :

- **en direction des personnes en situation complexe selon les critères définis en annexe 4**
- **en assurant la continuité de service :**
 - les interventions sont poursuivies par le SAAD en week-end, notamment le dimanche en tenant compte des besoins et attentes du bénéficiaire ;
 - les interventions sont poursuivies par le SAAD les jours fériés ;
 - absence d'interventions à domicile autre que celle du SAAD pour les personnes dont la situation nécessite des passages courts et réguliers
 - assurer une amplitude horaire 7H-20H.
- **sur les communes des zones prioritaires par le Département :**

- dans des communes rurales et semi-rurales ~~caravansées identifiées~~ comme prioritaires selon la liste définie en annexe 3.

III - Objectifs relatifs au pilotage de l'activité

Les services prestataires s'engagent à :

- ➔ respecter les engagements de gestion définis à l'annexe 1 ;
- ➔ remonter les indicateurs d'évaluation et de suivi demandés par le Département (voir en annexes 1 et 2) ;
- ➔ réaliser un suivi analytique et comptable des interventions effectuées et de fournir au Département les justificatifs nécessaires.

IV - Objectifs relatifs aux actions de prévention soutenues par la CFPPA26

Les services prestataires s'engagent à :

- ➔ à réaliser les projets tels qu'inscrits dans la fiche projet en annexe n° 5 ;
- ➔ à faire mention de la participation de la conférence des financeurs dans ses rapports avec les médias ainsi que dans tous les documents édités par le porteur qui, en outre, reproduiront la marque territoire Drôme instaurée par le Département selon les règles définies par la charte graphique du Département.

V - Objectifs relatifs aux actions de modernisation et de professionnalisation soutenues par le Département et la CNSA (Convention CNSA Section IV)

Les services prestataires s'engagent à :

- ➔ à réaliser les projets tels qu'inscrits dans la fiche projet en annexe n° 6 ;
- ➔ à faire mention de la participation du Département et de la CNSA dans ses rapports avec les médias ainsi que dans tous les documents édités par le porteur qui, en outre, reproduiront la marque territoire Drôme instaurée par le Département selon les règles définies par la charte graphique du Département.

Article 5 : Les engagements du Département

Le Département s'engage à donner une visibilité au service prestataire sur les modalités de son appui notamment en matière d'engagements financiers pluriannuels à préciser conformément à l'article R. 314-40 du CASF.

Il est précisé que les crédits sont alloués uniquement sur la durée du CPOM, soit pour 2 ans, et qu'en conséquence il convient de les utiliser de manière vigilante pour des charges de fonctionnement non pérennes.

I - Engagements financiers

1. Un tarif de référence valorisant les objectifs généraux d'intervention

Le Conseil départemental de la Drôme a délibéré sur un tarif départemental de référence qui, à la date de conclusion du présent CPOM, s'élève à 21 € pour les heures réalisées au titre de l'APA et de la PCH. Toute évolution éventuelle relève d'un arrêté du Président du Conseil départemental.

Ce tarif de référence est utilisé pour la valorisation des plans d'aide APA, des plans de compensation PCH, et à la facturation des heures au Département

Ce tarif est identique à celui facturé à l'utilisateur par les services prestataires.

2. Une dotation complémentaire ou modulation positive

La modulation positive allouée au service prestataire tient compte :

- d'une part du tarif individualisé fixé au service prestataire en application du 2° du VII et du 3° du VIII des articles R. 314-105 à R. 314-110 et R. 314-130 à 314-136 du même code ;
- d'autre part, des crédits attribués pour valoriser les surcoûts d'intervention liés à la prise en charge des situations complexes, à la continuité de service et au territoire d'intervention priorisé.

2.1 Prise en compte du tarif individualisé de chacun des services prestataires

Sont pris en compte dans l'analyse des coûts et le calcul du tarif individualisé de chacun des services, tous les éléments de dépenses et de recettes liés à la mise en œuvre des interventions de base et complémentaires permettant de définir le montant de la compensation.

En application de l'article R. 314-42 du code de l'action sociale et des familles, la fixation du tarif horaire du service prestataire n'est plus soumise à la procédure contradictoire prévue par les articles R. 314-24 et R. 314-25 du code de l'action sociale et des familles.

Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile AVI :

Le Département consent à une revalorisation de 2 % sur le tarif fixé en année pleine pour l'année 2020 au SAAD AVI et 2 % sur le tarif fixé en année pleine pour l'année 2021.

En conséquence, les tarifs en année pleine sont les suivants : 21,73 € pour l'année 2020 et 22,16 € pour l'année 2021. Le tarif au 01/04/2020 est donc arrêté à 21,84 €.

Le Département verse ainsi au service prestataire au titre de l'individualisation du tarif un montant mensuel correspondant à la différence entre ce tarif et le tarif de référence multiplié par le nombre d'heures mensuelles réalisées (modalités de versement en annexe 2).

Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile AVAD :

Le Département consent à une revalorisation de 2 % sur le tarif fixé en année pleine pour l'année 2020 au SAAD AVAD et de 3,07 % sur le tarif fixé en année pleine pour l'année 2021 **à la condition que la fusion avec le SAAD AVI de Montélimar soit effective au 31/12/2020.**

En cas de non réalisation de la fusion, le Département se réserve le droit de limiter la revalorisation du tarif en année pleine dans une fourchette de 0 % à 2 % pour 2021.

En conséquence, les tarifs en année pleine sont les suivants : 21,50 € pour l'année 2020 et 22,16 € pour l'année 2021 **dans l'hypothèse d'une fusion effective avec le SAAD AVI de Montélimar au 31/12/2020.** Le tarif au 01/04/2020 est donc arrêté à 21,64 €.

Le Département verse ainsi au service prestataire au titre de l'individualisation du tarif un montant mensuel correspondant à la différence entre ce tarif et le tarif de référence multiplié par le nombre d'heures mensuelles réalisées (modalités de versement en annexe 2).

2.2 Valorisation des surcoûts d'intervention

Le montant de la modulation positive est calculé en fonction des heures réalisées par le SAAD en 2019 au regard d'un ou plusieurs critères retenus par le Département et dans la limite de l'enveloppe attribuée par la CNSA.

Elle sera réajustée en fin d'exercice, en fonction des heures effectivement réalisées.

Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile AVI :

A titre indicatif, le montant de la modulation positive s'élève à :

- pour le critère 1, à **50 883 €**
- pour le critère 2, à **13 726 €**

- pour le critère 3, à **1 586 €**

Cette dotation prévisionnelle pour l'exercice 2020 s'élève à **66 195 €**. Un premier versement égal à 80 % sera versé à la signature du CPOM, le solde au vu de la réalité de l'activité qui sera communiquée au Département en fin d'exercice.

Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile AVAD :

A titre indicatif, le montant de la modulation positive s'élève à :

- pour le critère 1, à **21 774 €**
- pour le critère 2, à **2 361 €**
- pour le critère 3, à **33 577 €**.

Cette dotation prévisionnelle pour l'exercice 2020 s'élève à **57 711 €**. Un premier versement égal à 80 % sera versé à la signature du CPOM, le solde au vu de la réalité de l'activité qui sera communiquée au Département en fin d'exercice.

Les services prestataires disposent de la liberté de facturer à l'utilisateur des frais kilométriques pour les déplacements demandés par l'utilisateur en dehors du plan d'aide. Les modalités de facturation de ces frais kilométriques doivent apparaître dans le contrat de prise en charge ainsi que l'affichage des prix et le devis. Ils ne sont pas applicables aux déplacements réalisés avec le véhicule de l'utilisateur.

Par ailleurs, les services prestataires ne sont pas autorisés à facturer à l'utilisateur de frais annexes en sus du tarif horaire d'intervention (frais de déplacements de l'intervenant, frais de gestion, de dossier, majorations dimanches et jours fériés...).

3. Subvention exceptionnelle à la fusion

Le Département s'engage à verser une subvention exceptionnelle de **26 000 €** sur l'exercice 2020 au SAAD AVI permettant ainsi de dégager du temps de direction pour la réalisation de la fusion avec l'AVAD au plus tard le 31 décembre 2020.

Si la fusion n'est pas effective à cette date, le Département se réserve le droit de récupérer ladite subvention exceptionnelle d'un montant de 26 000 €.

4. Actions de prévention soutenues par la CFPPA26 (Conférence des Financeurs pour la Prévention de la Perte d'Autonomie de la Drôme)

Le Département s'engage à :

- contribuer au financement des actions visées par l'AVAD dans la fiche projet en annexe n° 5 au titre des fonds alloués par la CNSA à la conférence des financeurs de la Drôme, soit **5 400 €** pour l'année 2020 ;
- verser la participation selon les conditions suivantes :

- de 50 % à 80 % à la signature de la présente convention
- le solde au vu d'un bilan et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées.

5. Actions de modernisation et de professionnalisation soutenues par le Département et la CNSA (Convention CNSA Section IV)

Le Département s'engage à :

- contribuer au financement des actions visées dans la fiche projet en annexe n° 6 au titre des fonds alloués par la CNSA au titre de la section IV de son budget, soit 0 € pour l'année 2020
- verser la participation au titre de chaque année d'exercice selon les conditions suivantes :
 - 50 % à la signature de la présente convention,
 - le solde au vu d'un bilan et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées.

II - Engagements concernant la mise en œuvre des plans d'aide

Afin que les services prestataires soient associés à la mise en œuvre des plans d'aide, le Département s'engage à dialoguer avec celui-ci autant que nécessaire pendant la durée de mise en œuvre du plan d'aide, y compris lorsque celui-ci est révisé.

Article 6 : Documents budgétaires et modalités du dialogue de gestion

I - Modalités du dialogue de gestion

Les parties conviennent dans le cadre du présent contrat des modalités de dialogue de gestion, à savoir :

- l'utilisation du cadre normalisé pour communiquer les comptes et le budget prévisionnel annuellement :
 - ◆ pour la première année, le budget prévisionnel ;
 - ◆ les comptes administratifs seront fournis au Département avant le 30 avril de l'année N+1 ;
 - ◆ la transmission des bilans comptables du service prestataire et consolidés le cas échéant pour toutes les périodes couvrant les exercices budgétaires du présent CPOM ;
 - ◆ la transmission de tous les documents nécessaires à la bonne compréhension de la situation du service prestataire (les prix du service), et

notamment les éléments bilantiels et les ~~rapports d'activité en plus des~~ comptes administratifs et budgets prévisionnels ;

- la transmission du bilan de l'enquête annuelle de satisfaction réalisée obligatoirement par les services prestataires ;
- la réalisation et la transmission des évaluations internes et externes ;
- la transmission des documents permettant de justifier l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de la dotation complémentaire et l'obtention du solde au réalisé ;
- la transmission des documents permettant de justifier l'atteinte des engagements fixés lors de la contractualisation du CPOM ;
- Dans le cadre des projets soutenus par la CFPPA 26 :
 - la transmission d'un état détaillé par nature des dépenses réalisées et les pièces justificatives de ces dépenses ainsi que des autres subventions éventuellement reçues pour ces actions, au plus tard le 30 novembre de chaque exercice ;
 - la transmission d'un bilan d'activité qualitatif et quantitatif répondant au cadre réglementaire fixé par la CNSA avant le 30 avril de l'exercice suivant la clôture de l'action.
- Dans le cadre des projets de modernisation et de professionnalisation soutenus par le Département et la CNSA (Section IV), la transmission d'un rapport annuel d'activité du projet financé, un état détaillé par nature des dépenses réalisées et les pièces justificatives de ces dépenses ainsi que des autres subventions éventuellement reçues pour ces actions, avant le 30 avril de l'exercice suivant la clôture de l'action.

II - Contrôle et mise à disposition des informations

Les financements attribués doivent être vérifiables comptablement. Aussi, dans l'attente de la fusion, chacun des deux services prestataires est tenu de produire un bilan financier annuel de son activité au titre des objectifs définis dans le cadre de l'attribution de la dotation complémentaire. Les informations présentées doivent être fiables et de qualité.

Afin de garantir la transparence de sa gestion financière, chaque service prestataire s'engage à structurer sa comptabilité de manière analytique afin :

- de distinguer parmi les coûts des activités mixtes les coûts propres aux interventions relevant du public APA et PCH ;
- de distinguer, en cas d'activité sur plusieurs départements, les heures effectuées sur le territoire de la Drôme.

Il est du ressort de chacun des deux services prestataires de garantir le suivi et la transparence des financements perçus, par une comptabilité et un suivi analytique.

Les modalités d'organisation de la comptabilité seront contrôlées par le Département, afin de garantir l'identification des coûts liés à l'attribution des financements.

Article 7 : Informatiques et libertés

Les services prestataires s'engagent à se conformer aux dispositions du Règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Ils doivent notamment :

- se mettre en conformité auprès de la CNIL quant aux fichiers nominatifs dont ils sont l'auteur pour la gestion du présent contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;
- informer les usagers de leurs droits d'accès et de rectification concernant les informations les concernant. La demande peut s'exercer auprès du service prestataire concerné et auprès du Département. Pour ce dernier, les usagers doivent s'adresser au correspondant informatique et libertés du Département.

Article 8 : Durée du CPOM

Ce contrat est conclu pour une durée de 2 ans jusqu'au 31/12/21.

Le présent contrat peut être modifié, par avenant contresigné par chacune des parties, notamment en cas de :

- Modification substantielle de l'environnement du service ou du Département lui faisant perdre son objet ;
- Survenance de faits ou de situations graves et/ou imprévisibles ;
- Evolution de la réglementation entraînant de nouvelles charges ou fixant de nouvelles obligations ;
- Intégration de nouvelles activités autorisées dans le champ du contrat ;
- Intégration d'objectifs nouveaux.

Article 9 : Résiliation et dénonciation du contrat

Le contrat sera résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties sans préavis, ni indemnité en cas de liquidation judiciaire de la structure.

Le contrat peut être dénoncé par les parties d'un commun accord moyennant le respect d'un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec avis de réception.

Le contrat peut être dénoncé à tout moment par le Département en cas de non-respect des engagements définis aux articles 4 et 5 et en cas de non transmission des éléments financiers demandés par le Département.

Le personnel du Département habilité à mener des missions d'inspection et missionné par le Président du Conseil départemental pourra intervenir pour mener les contrôles nécessaires. Il aura accès à tous les documents, locaux et personnels nécessaires à la conduite de ses investigations conformément aux articles L. 133-2 et L. 313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles.

Le présent contrat n'est ni cessible, ni transmissible, sauf accord préalable et exprès du Département.

Article 10 : Litiges

Si un litige ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant une résolution de la situation à l'amiable. Les recours amiables sont adressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les litiges liés à la conclusion, l'exécution ou la résiliation du présent CPOM seront portés devant la juridiction compétente.

Fait à Valence, le

Pour l'association AVI

Pour le Département

Pour l'association AVAD

ANNEXES :

Annexe 1 : Fiches actions 1 à 7

Annexe 2 : Annexe technique

Annexe 3 : Communes prioritaires

Annexe 4 : Définitions des critères de la modulation positive et engagements

Annexe 5 : Fiches projet CFPPA

Annexe 6 : Fiches projet Section IV

Annexe 1 : Engagements des services prestataires : objectifs fixés dans le cadre du CPOM

ENGAGEMENT 1	Améliorer la qualité du service offert : prise en charge des personnes en situation complexe, continuité de service et offre en milieu rural
Contexte	<p>Le SAAD intervient auprès de X personnes en situation complexe / n'intervient pas</p> <p>Le SAAD réalise X heures auprès de personnes en situation complexe</p> <p>Le SAAD intervient auprès de X personnes requérant une continuité de service</p> <p>Le SAAD réalise X heures auprès de personnes nécessitant une continuité de service</p> <p>Le SAAD intervient dans X communes prioritaires par le Département / n'intervient pas dans les communes prioritaires par le Département.</p> <p>Le SAAD réalise X heures sur les communes prioritaires pas le Département</p>
Objectif	Prise en charge des personnes en situation complexe
Indicateurs	<p>Nombre de personnes concernées APA et PCH</p> <p><u>Nombre d'heures prestées donnant lieu à modulation positive « situation complexe »</u></p>
Objectif 1a	Garantir une couverture maximale sur les territoires d'intervention prioritaires
Indicateurs	<p>Nombre de communes d'intervention</p> <p><u>Nombre d'heures prestées donnant lieu à modulation positive « zone géographique »</u></p>
Objectif 1b	Assurer la continuité du plan d'aide notamment les week-ends, jours fériés afin de limiter le nombre d'intervenants : augmenter le taux de réalisation des plans d'aide
Indicateurs	<p>Taux de réalisation des plans d'aide</p> <p>AVI : Étude sur l'opportunité d'une équipe de remplacement</p>
Objectif 1c	Assurer une amplitude horaire respectant les rythmes de vie des usagers et la réponse aux besoins (7h/20h)
Indicateurs	<p>Nombre d'usagers concernés</p> <p><u>Nombre d'heures prestées donnant lieu à modulation positive « continuité de service »</u></p>
Objectif 1d	Mettre en place le plan d'aide dans un délai maximal de 10 jours ouvrés (hors situation d'urgence ou de sortie d'hospitalisation)
Indicateurs	<p>Nombre de situations / moyenne du délai de l'effectivité de la 1ere heure</p> <p>AVAD : % de plan d'aide effectif avant 10 jours</p>
Objectif 1e	Garantir une intervention prioritaire et rapide pour les sorties d'hospitalisations et/ou les situations critiques (en lien avec les équipes MDA)
Indicateurs	<p>Nombre de situations dont l'intervention est réalisée au 1^{er} jour de sortie et/ou dans les 2 jours suivants la sortie d'hospitalisation</p>
Objectif	Développer la qualité du service rendu
indicateur	Evolution du nombre de réclamations

ENGAGEMENT 2	Contribuer à la valorisation des conditions de travail et de l'attractivité du métier/secteur
Contexte	<p>Le SAAD dispose des outils suivants : plan de formation xxx, soutient la pratique professionnelle par le biais de xxx</p> <p>Le SAAD dispose (ou pas) de xxx</p> <p>Le SAAD participe à l'attractivité du secteur et du métier d'intervenant à domicile par le biais de xxx</p> <p>...</p>
Objectif 2a	<p>Élaborer un plan de formation individuel et collectif à destination des salariés intervenant au domicile autour : de la prévention, des risques professionnels, du repérage des situations complexes et l'accompagnement de celles-ci.</p> <p><u>AVI : Améliorer la posture professionnelle (savoir-être)</u></p> <p><u>AVI : Développer des actions de prévention des risques professionnels</u></p>
Indicateurs	<p>Nombre de réclamations</p> <p>Nombre de retours des professionnels de terrain</p> <p>Transmission du plan de prévention</p> <p>AVAD : Transmission du plan d'action de prévention des RPS et d'accompagnement des professionnels</p> <p>AVAD : amélioration du climat social, évolution du nombre de licenciements, prud'hommes, stabilité des effectifs, nombre de courriers des salariés</p>
Objectif 2b	Soutenir la pratique professionnelle par des temps d'échange ou d'analyse de situation
Indicateurs	Nombre de situations analysées
Objectif 2c	Renforcer et/ou créer une mission prévention des risques professionnels
Indicateurs	Existence / rapports de la mission ?
Objectif 2d	Participer à l'attractivité du secteur et du métier d'intervenant à domicile en favorisant l'insertion des publics RSA et en proposant des temps de travail attractifs pour une meilleure rémunération
Indicateurs	<p>Nombre de contrats signés avec bénéficiaires du RSA</p> <p>part de nouveaux contrats dont la quotité de temps de travail est > 80 % (hors temps partiel de convenance personnelle)</p>

ENGAGEMENT 3	Limitier les restes à charge des usagers
Contexte	Le SAAD facturait jusqu'à présent les frais annexes suivants : Le SAAD appliquait un tarif horaire de XXXX€ par heure d'intervention APA et xxx € par
Objectif 3a	Mettre fin à toute facturation supplémentaire (frais de dossier, frais kilométriques...)
Indicateurs	Engagement sur l'honneur
Objectif 3b	Limitier les tarifs à hauteur de 24 € pour les heures relevant de l'APA et la PCH
Indicateurs	Tarif horaire appliqué /fournir une facture type indiquant la participation du Département

ENGAGEMENT 4	Élaborer et conduire un programme d'actions de prévention collective à destination des bénéficiaires du service + section IV
Contexte	Le SAAD a déposé une fiche projet CFPPA ou CNSA section IV
Objectif	AVI : S'inscrire dans des actions collectives de prévention et proposer des actions à destination des bénéficiaires
Indicateurs	Participation effective aux actions de prévention Nombre de projets CFPPA déposés
Objectif	AVAD : Élaborer un plan d'actions dans le cadre de la convention de modernisation et de professionnalisation des SAAD CD26-CNSA (section IV) en lien avec l'UNA
Indicateurs	Fiches projets déposés

ENGAGEMENT 5	S'engager dans un partenariat actif avec le Conseil départemental et la Maison Départementale de l'Autonomie
Contexte	Le SAAD est membre de.... , participe à
Objectifs 5a, 5b, 5d	AVAD : Participation aux rencontres locales par les équipes de la MDA, aux réunions de concertations CMS, aux différentes instances de gouvernance des politiques publiques
Indicateurs	Désignation de référents.... Nombre de réunions suivies...
Objectif 5c	AVAD : Instauration des relations partenariales avec les acteurs du secteur du domicile par la signature de conventions partenariales (SSIAD, CH, ESSMS...)
Indicateurs	Nombres de conventions signées nombres de situations co-gérées (plusieurs SAAD sur le même plan d'aide)

ENGAGEMENT 6	Être en capacité de réaliser un suivi des interventions et de fournir une liste nominative des bénéficiaires par prestation (APA et PCH) identifiant le nombre d'heures réalisées et le critère de la modulation
Contexte	Le SAAD dispose de.... Lui permettant de connaître....
Objectif	Réaliser un suivi des interventions en fonctions des critères donnant lieu à modulation positive
Indicateurs	Transmission de l'outil de recueil des informations fourni par le Département dans les délais prévus : avril de chaque année et ce, dès 2020.
Objectif	Réaliser un suivi des bénéficiaires par prestation (APA et PCH) identifiant le nombre d'heures réalisées et le critère de modulation qui s'applique.
Indicateurs	Transmission de l'outil de recueil des informations fourni par le Département dans les délais prévus : avril de chaque année et ce, dès 2020.

ENGAGEMENT 7	Piloter l'activité et moderniser la gestion
Contexte	Le SAAD dispose de l'outil.... lui permettant de connaître.... La fonction XXX est mutualisée avec....
Objectif 7a	Mettre en place des indicateurs d'activité et de suivi
Indicateurs	Indicateurs mis en place, amélioration obtenue, gains obtenus
Objectif 7b	Mutualiser les fonctions ressources : fusion au 31 12/2020
Indicateurs	Arrêté de fusion maintien de la qualité de service Fonctions mutualisées, contrats signés....
Objectif 7c	Moderniser la gestion : AVAD : assurer le management des équipes par les responsables de secteur
Indicateurs	Transmission des compte-rendus de réunion Acquisition du logiciel.... Gain en efficience ou en productivité
Objectif	AVI et AVAD : Atteindre l'équilibre financier sur la durée du CPOM (2020-2021)
Indicateurs	Résultats d'exploitation

Annexe 2

Engagement du Conseil Départemental : annexe technique

Article 1. Résultats issus des comptes budgétaires annuels couvrant la période du CPOM

Il est précisé qu'aucun résultat excédentaire ou déficitaire ne sera repris par le Département pendant la durée du contrat.

Les résultats excédentaires pourront être utilisés par le gestionnaire en fonction des objectifs du CPOM, et notamment pour améliorer la qualité de prise en charge. La constatation de résultat déficitaire devra amener le gestionnaire à prendre les mesures nécessaires au redressement de la situation financière.

Article 2. Modalités de versement de la modulation

2.1 Prise en compte du tarif individualisé du service prestataire

La différence entre le tarif arrêté et le tarif de référence sera versé tous les mois en même temps que le mandatement de la facture. Il sera égal au nombre d'heures réalisées prises en compte sur la facture x par le montant de la différence de tarif.

A cet effet le SAAD fera figurer sur sa facture ou en annexe de celle-ci le montant de la modulation positive du mois concerné (nombre d'heures réalisées X différence de tarif).

Pour les SAAD bénéficiant de la procédure d'avance, celle-ci viendra comme la facture en déduction des avances trimestrielles.

2.2 Valorisation des surcoûts d'intervention

Le montant de la modulation positive est calculé en fonction des heures réalisées par le SAAD en n-1 (soit 2019 pour la première année) au regard d'un ou plusieurs critères retenus par le Département et dans la limite de l'enveloppe attribuée par la CNSA.

Elle sera réajustée en fin d'exercice, en fonction des heures effectivement réalisées qui seront transmises au département conformément à l'engagement n°6.

Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile AVI :

A titre indicatif, le montant de la modulation positive prévisionnelle 2020 a été évalué :

- pour le critère 1, à **50 883 €**
- pour le critère 2, à **13 726 €**
- pour le critère 3, à **1 586 €**

Soit une dotation totale prévisionnelle pour l'exercice 2020 de : **66 195 €**.

Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile AVAD :

A titre indicatif, le montant de la modulation positive prévisionnelle 2020 a été évalué :

- pour le critère 1, à **21 774 €**
- pour le critère 2, à **2 361 €**
- pour le critère 3, à **33 577 €**

Soit une dotation totale prévisionnelle pour l'exercice 2020 de : **57 711 €**.

Un premier versement égal à 80 % sera versé à la signature du CPOM

La dotation définitive de l'année sera calculée au vu des réalisés et le solde sera égal la différence entre le montant de la dotation définitive et le montant déjà versé.

A la fin de l'année, au regard du nombre d'heures réalisées, les 20% restants seront libérés sous réserve de l'atteinte des engagements du service. En cas de non atteinte, une réfaction sera opérée sur la dotation au prorata de l'activité réalisée.

Article 3. Indicateurs de gestion

Le service prestataire s'engage à fournir mensuellement via la plateforme de télégestion les télépointages/ou autre modalité de transmission pour l'ensemble des interventions réalisées dans le cadre d'un plan d'aide APA/PCH en respectant les règles définies par le Département.

Article 4. Précisions techniques – règles de facturation

La facturation sera mensuelle

Elle devra faire apparaître à minima :

le nom, prénom, numéro de dossier ou date de naissance du bénéficiaire

le montant de sa participation horaire et /ou totale

le nombre d'heures effectuées pour le bénéficiaire

le tarif appliqué

le montant à la charge du département par bénéficiaire

le total des heures effectuées

si possible pour l'APA le taux de participation du bénéficiaire et le nombre d'heures du plan d'aide

Article 5. Règles de gestion

Le service prestataire s'engage à appliquer les règles suivantes :

- règles de comptabilisation du temps d'intervention (minutes, tranches horaires, arrondis...) ;
- règles de proratisation du plan d'aide/de compensation en cas d'ouverture des droits en cours de mois ;

- règles de mise en œuvre du plan d'aide en cas d'hospitalisation (report possible des heures, continuité de l'intervention...);

Annexe 3

Liste des communes d'intervention et des communes isolées

COMMUNES EN ZONE RURALE ET SEMI RURALE DEFAVORISEE, DONNANT LIEU A MODULATION POSITIVE DES INTERVENTIONS

LE DIOIS

AUBENASSON, AUREL, BARNAVE, BARSAC, BEAUMONT en DIOIS, BEAURIERES, BELLEGARDE en DIOIS, BOULC, CHALANCON, CHAMALOC, CHASTEL ARNAUD, CHATILLON en DIOIS, ESPENEL, EYGLUY, ESCOULIN, GLANDAGE, JONCHERES, LA CHAUDIERE, LA MOTTE CHALANCON, LAVAL D'AIX, LESCHES en DIOIS, LUC en DIOIS, ARIGNAC en DIOIS, MENGLON, MISCON, MONTLAUR en DIOIS, MONTMAUR en DIOIS, PONET et SAINT AUBAN, PONTAIX, POYOLS, PRADELLE, RECOUBEAU JANSAC, RIMON et SAVEL, ROMEYER, ROTTIER, SOLAURE EN DIOIS, ST ANDEOL, ST BENOIT en DIOIS, ST DIZIER en DIOIS, STE CROIX, ST JULIEN en QUINT, ST NAZAIRE le DESERT, ST ROMAIN, ST SAUVEUR en DIOIS, TRESCHENU, CREYERS, VALDROME, VAL MARAVEL, VERCHENY, VERONNE

NYONS ET BARONNIES

ARPAVON, AUBRES, BALLONS, BARRET de LIOURE, BELLECOMBE TARENDOL, BENIVAY OLLON, CHATEAUNEUF DE BORDETTE, CHAUDEBONNE, CHAUVAC-LAUX MONTAUX, CONDORCET, CORNILLAC, CORNILLON sur l'OULE, EYGALAYES, EYGALIERES, FERRASSIERES, IZON la BRUISSE, LABOREL, LA CHARCE, LACHAU, LA PENNE sur OUVEZE, LA ROCHE sur le BUIS, La ROCHETTE du BUIS, LEMPS, LE POET SIGILLAT, LES PILLES, MERINDOL les OLIVIERES, MOLLANS sur L'OUVEZE, MONTBRUN les BAINS, MONTEFERRAND la FARE, MONTFROC, MONTREAL les SOURCES, PELONNE, PIEGON, PIERRELONGUE, PLAISIANS, POMMEROL, PROPIAC, REILHANETTE, REMUZAT, ROCHEBRUNE, ROUSSIEUX, SAHUNE, SEDERON, ST AUBAN sur L'OUVEZE, STE EUPHEMIE sur L'OUVEZE, STE JALLE, ST FERREOL TRENTÉ PAS, ST MAURICE sur EYGUES, ST MAY, ST SAUVEUR GOUVERNEMENT, VENTEROL, VERCLAUSE, VERCOIRAN, VERS sur MEOUGE, VILLEBOIS les PINS, VILLEPERDRIX, VINSOBRES

VERCORS MONTS DU MATIN

BARBIERES, BEAUREGARD BARET, BOUVANTE, CHARPEY, ECHEVIS, EYMEUX, HOSTUN, JAILLANS, LA BAUME D'HOSTUN, LA MOTTE FANJAS, LE CHAFFAL, MARCHES, ORIOLE en ROYANS, ROCHECHINARD, ROCHEFORT SAMSON, ST AGNAN en VERCORS, STE EULALIE en ROYANS, ST JULIEN en VERCORS, ST MARTIN en VERCORS, ST MARTIN le COLONEL, ST NAZAIRE en ROYANS, ST THOMAS en ROYANS, ST VINCENT la COMMANDERIE, VASSIEUX en VERCORS

CREST

AUTICHAMP, BARCELONNE, BEAUFORT sur GERVAINE, CHABRILLAN, CHATEAUDOUBLE, COBONNE, COMBOVIN, GIGORS et LOZERON, GRANE, LA BAUME CORNILLANE, LA REPARA-AURIPLES, LA ROCHE sur GRANE, MONTCLAR sur GERVAINE, MONTVENDRE, OMBLEZE, OURCHES, PEYRUS, PIEGROS la CLASTRE, PLAN de BAIX, SUZE sur CREST, VAUNAVEYS la ROCHETTE

DIEULEFIT

ALEYRAC, BEZAUDIN sur BINE, BONLIEU sur ROUBION, BOUVIERES, CHAROLS, COMPS, CONDILLAC, CRUPIES, EYZAHUT, FELINES sur RIMANDOULE, FRANCILLON sur ROUBION, LA LAUPIE, LA TOUCHE, LE POET CELARD, LE POET LAVAL, MANAS, MONTJOUX, MORNANS, ORCINAS, PONT de BARRET, PORTES en VALDAINE, PUYGIRON, ROCHEBAUDIN, ROCHEFORT en VALDAINE, ROCHE St SECRET, BECONNE, ROYNAC, SALETES, SAOU, SOUSPIERRE, SOYANS, ST GERVAIS sur ROUBION, ST MARCEL lès SAUZET, TEYSSIERES, TRUINAS, VESC

DROME DES COLLINES

BARTHERNAY, BREN, CHARMES sur L'HERBASSE, CHAVANNES, CRESPOLE, EPINOUE, GEYSSANS, LAPEYROUSE, MORNAY, LE CHALON, LENS LESTANG, MANTHES, MARGES, MARSAZ, MONTECHENU, MONTMIRAL, MORAS en VALLOIRE, PARNANS, RATIERES, ST AVIT, , ST CHRISTOPHE et le LARIS, ST LAURENT d'ONAY, ST MARTIN d'AOUT, ST MICHEL sur SAVASSE, TERSANNE, VALHERBASSE

Annexe 4

Définition des critères donnant lieu à modulation positive et engagements

1. Améliorer la qualité du service offert : prise en charge des personnes en situation complexe, continuité de service et offre en milieu rural :
 - a. garantir une couverture maximale sur les territoires d'intervention prioritaires
 - b. assurer la continuité du plan d'aide notamment les week-ends, jours fériés et nuit éventuelles afin de limiter le nombre d'intervenants
 - c. assurer une amplitude horaire respectant les rythmes de vie des usagers et la réponse aux besoins (7h/20h)
 - d. mettre en place le plan d'aide dans un délai maximal de 10 jours ouvrés (hors situation d'urgence ou de sortie d'hospitalisation)
 - e. garantir une intervention prioritaire et rapide pour les sorties d'hospitalisations et/ou les situations critiques (en lien avec les équipes MDA)
2. Contribuer à la valorisation des conditions de travail et de l'attractivité du métier/secteur :
 - a. élaborer un plan de formation individuel et collectif à destination des salariés intervenant au domicile autour :
 - de la prévention
 - des risques professionnels
 - du repérage des situations complexes et l'accompagnement de celles-ci (maltraitance, évolution perte d'autonomie, isolement...)
 - b. soutien de la pratique professionnelle par des temps d'échange et/ou d'analyse de situation
 - c. renforcer et/ou créer une mission prévention risques professionnels
 - d. participer à l'attractivité du secteur et du métier d'intervenant à domicile :
 - favoriser l'insertion professionnelle des publics RSA
 - proposer des temps de travail attractifs pour permettre une meilleure rémunération
3. Limiter les restes à charge des personnes :
 - a. ne pas facturer de frais annexes à la prestation (frais de dossiers, frais kilométriques)
 - b. pour les SAAD non habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, limiter leurs tarifs à hauteur de 24 € pour les heures relevant de l'APA et de la PCH
4. Élaborer et conduire un programme d'actions de prévention collective à destination des bénéficiaires du service

5. S'engager dans un partenariat actif avec le Conseil départemental et la Maison Départementale de l'Autonomie
 - a. participer aux rencontres locales proposées par les équipes de la MDA (responsables de pôle de territoire, CAP...)
 - b. répondre favorablement aux invitations lors de la tenue de réunions de concertation CMS
 - c. instaurer des relations partenariales avec les acteurs du secteur du domicile par la signature de conventions partenariales (SSIAD, CH, ESSMS...)
 - d. participer aux différentes instances de gouvernance des politiques publiques
6. Être en capacité de réaliser un suivi de ces interventions et de fournir une liste nominative des bénéficiaires par prestation (APA et PCH) identifiant le nombre d'heures réalisées et le critère de la modulation
7. Piloter l'activité et moderniser la gestion
 - a. mettre en place des indicateurs d'activité et de suivi
 - b. mutualiser les fonctions ressources si nécessaires (en fonction taille du SAAD)
 - c. moderniser la gestion (outil de télégestion...)

Est considérée comme situation complexe, la situation qui cumule au moins 3 des 5 sous-critères suivants

- **L'isolement familial et/ou social**
 - o Absence totale de soutien familial/de voisinage
 - o Soutien familial éloigné et/ou défaillant
 - o Conflit familial
- **Les troubles du Comportement et/ou liés à l'avancée en âge (ou PAPH)**
 - o Incurie, syndrome de Diogène
 - o Instabilité d'humeur : agressivité, opposition
 - o problématique psychiatrique avec suivi connu
 - o PHV avec TC
- **La pathologie ou maladie aggravante :**
 - o Polyhandicap/état de dépendance nécessitant des gestes techniques
 - o Troubles cognitifs, maladie neuro dégénérative diagnostiquée demandant une vigilance dans la complétude de l'aide

- Diagnostic à évolution rapide avec HAD par exemple.

- **Le contexte familial aggravant :**

- aidant principal en difficulté sociale et/ou personnelle
- aidant familial mettant en péril sa situation familiale et/ou professionnelle du fait du soutien apporté
- aidant principal ayant une fragilité en terme de santé/d'avancée en âge/dépendance
- aidant familial qui empêche la prise en charge à domicile

- **Une situation bénéficiant d'une coordination avec temps de concertation :**

- situation suivie par RAPT
- situation suivie par la MAIA
- situation adulte vulnérable/maltraitance
- situation sociale suivie par un CMS en niveau T3

Annexe 5 Fiches projet CFPPA

Insérer fiches projets

CFPPA AVAD

Annexe 6 Fiches projet CNSA section IV

Insérer fiches projets

Néant